

ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR MEXICAIN DES DROITS DES MIGRANTS AGRESSÉ

Le défenseur des droits des migrants Ignacio Muñiz Zamora a été agressé, volé et menacé par des hommes armés dans l'État du Tamaulipas, dans le nord du Mexique. Ses collègues du Centre pour les droits des migrants Beato Juan Bautista Scalabrini et lui risquent d'être de nouveau victimes d'agressions.

Le 22 mars, **Ignacio Muñiz Zamora**, conseiller juridique auprès des migrants au Centre pour les droits des migrants Beato Juan Bautista Scalabrini, à Nuevo Laredo, dans l'État du Tamaulipas), a été approché par deux inconnus armés. Les deux hommes ont essayé de faire monter Ignacio Muñiz Zamora de force dans leur véhicule. Pendant qu'il se débattait, l'un des hommes l'a menacé en lui disant « tu ne devrais pas nous chercher, arrête ça ». Les deux inconnus ont ensuite braqué un revolver sur lui et volé les deux ordinateurs portables et la radio qu'il transportait, avant de s'enfuir. Une plainte a été déposée auprès des autorités.

Ignacio Muñiz Zamora a déjà reçu des menaces émises par des inconnus. En octobre 2010, alors qu'il attendait un transport en commun pour aller au Centre, deux inconnus se sont approchés de lui en voiture et l'ont interrogé sur l'endroit où il travaille. Comme il ne répondait pas, ils lui ont dit qu'ils savaient exactement où il travaillait et qu'ils le surveillaient ainsi que ses collègues sur leur lieu de travail. Ils ont ajouté qu'il devrait arrêter de se mettre en travers de leur chemin parce qu'il leur compliquait la vie.

Amnesty International craint vivement qu'Ignacio Muñiz Zamora et d'autres membres du personnel du Centre soient encore en danger. Ignacio Muñiz Zamora et plusieurs de ses collègues ont demandé fin 2010 des mesures de protection auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui ne les leur a pas encore accordées.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre inquiétude concernant la sécurité d'Ignacio Muñiz Zamora et d'autres membres du personnel du Centre pour les droits des migrants Beato Juan Bautista Scalabrini ;
- réclamez l'adoption de mesures de protection immédiates dans le respect des souhaits de ces personnes afin qu'elles puissent continuer leurs activités de défense des droits des migrants ;
- demandez que soit menée sans délai une enquête minutieuse et impartiale sur l'agression et le vol dont a été victime Ignacio Muñiz Zamora.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 12 MAI 2011 À :

Ministre de l'Intérieur

Lic. José Francisco Blake Mora
Secretario, Sec. de Gobernación
Bucareli 99, 1er. piso, Col. Juárez,
Delegación Cuauhtémoc,
México D.F., C.P. 06 500, Mexique

Fax : +52 55 30032900 ext. 32356

Courriel : secretario@segob.gob.mx

Formule d'appel : *Estimado Señor*

Secretario, / Monsieur le Ministre,

Gouverneur de l'État du Tamaulipas

Ing. Egidio Torre Cantu
Gobernador del Estado de Tamaulipas
15 y 16 Juárez – Palacio de Gobierno,
3 piso Cd. Victoria
Tamaulipas, Mexique CP 87000

Fax : +52 834 318 8701 (si une personne décroche, dites : « tono de fax, por favor »)

Courriel :

egidio.torre@tamaulipas.gob.mx

Formule d'appel : *Estimado*

Gobernador, / Monsieur le Gouverneur,

Copies à :

Centro de Derechos Humanos del Migrante

Courriel : coordinacion@cdhmcj.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Mexique dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

UN DÉFENSEUR MEXICAIN DES DROITS DES MIGRANTS AGRESSÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Chaque année, des centaines de milliers de migrants en situation irrégulière (n'ayant pas de documents de voyage officiels) tentent de traverser le Mexique depuis l'Amérique centrale et du Sud pour se rendre aux États-Unis. Nombre d'entre eux sont placés en détention par les services mexicains de l'immigration avant d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Amnesty International s'est rendue au Mexique pour enquêter sur des signalements d'atteintes aux droits humains à l'encontre de ces personnes. L'organisation a alors découvert que beaucoup sont enlevées par des bandes, parfois avec la complicité des responsables locaux. En raison de l'impunité qui les caractérise, les atteintes commises contre les migrants, qui sont extrêmement vulnérables, ont augmenté, bien que le gouvernement se soit engagé à garantir le respect des droits des migrants.

Un réseau d'abris non-gouvernementaux pour migrants fournit une aide humanitaire aux migrants désespérés dans différentes régions du Mexique. Les défenseurs des droits humains qui travaillent dans ce genre d'abri sont souvent victimes de menaces, de manœuvres d'intimidation et d'agressions dont les auteurs sont des bandes criminelles agissant souvent avec la complicité des autorités locales.

AU 97/11, AMR 41/016/2011, 31 mars 2011

